



TIGRE : UNE CRISE HUMANITAIRE A HUIS CLOS



© Baz Ratner I Reuters

Ecrit par Pauline Lepain

Association Werra

Avril 2021



Pauline Lepain a d'abord suivi des études en Droit international et européen, avant de se tourner vers un Master 2 Géopolitique et Sécurité internationale à l'Institut Catholique de Paris. Passionnée par la défense et la promotion des droits humains, elle a rédigé un mémoire sur l'utilisation des violences sexuelles comme armes de guerre en temps de conflit et leur instrumentalisation comme stratégie politique.

Elle est directrice de la commission Droits humains au sein de Werra.

Les propos exprimés par l'auteurice n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, avril 2021



Un conflit aux racines anciennes

L'arrivée d'Abiy Ahmed en 2018 au poste de Premier ministre de l'Éthiopie a fait renaître l'espoir dans une société sortant de presque trente ans d'autoritarisme. Principal acteur du renversement du régime militaire dictatorial du Derg (Gouvernement militaire provisoire de l'Éthiopie socialiste), le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) dominait le paysage politique depuis 1991. Créé en 1975, c'est le parti principal de la région du Tigré, dont la population représente une minorité ethnique (6% du peuple éthiopien). Un tournant majeur s'opère lorsqu'Abiy Ahmed, issu de l'ethnie majoritaire Oromo, devient Premier ministre, apportant avec lui un vent de réformes rompant avec l'ancien régime. Libéralisation de l'économie nationale, libération de prisonniers politiques, unification des partis ethniques au sein de la coalition du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF) en un seul parti (le Parti de la prospérité) s'accompagnent de la normalisation des relations entre l'Éthiopie et sa voisine, l'Érythrée, jusque-là très médiocres. Depuis la guerre de 1998-2000, les deux pays n'avaient jamais signé de traité de paix. Bien que la communauté internationale ait salué cette action pacificatrice, couronnée d'un prix Nobel de la paix en 2019, elle a provoqué l'ire des dirigeants tigréens, éprouvant une vive hostilité à l'encontre des Érythréens. Pourtant, ces derniers n'ont pas toujours été ennemis : collaborateurs dans la chute du Derg, en 1991, le TPLF au pouvoir de l'Éthiopie a accordé l'indépendance à la province de l'Érythrée deux ans plus tard. Cependant, en 1998, le président érythréen, Isaias Afwerki, déclare une guerre territoriale à son ancienne alliée à la frontière tigréenne. Le conflit se solde par 80 000 morts, sans changements territoriaux majeurs¹.

S'estimant marginalisé et déchu du pouvoir qui selon lui lui revient, le TPLF se retire de la coalition EPRDF, espérant récupérer les sièges perdus au Parlement lors des élections législatives du 29 août 2020. Elles seront repoussées à deux reprises par le Premier ministre, officiellement à cause de la crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19. Les membres du TPLF estiment dès lors que le Premier ministre, qui exerce son pouvoir sans avoir été officiellement élu, n'est plus légitime à son poste. Ils décident donc d'organiser le scrutin au

¹ Moutiou ADJIBI NOUROU, « Éthiopie : les 5 clés pour comprendre la guerre au Tigré », *Agence Ecofin*, 29 mars 2021, URL : <https://www.agenceecofin.com/politique/0412-83215-ethiopie-les-5-cles-pour-comprendre-la-guerre-au-tigre>

Tigré le 9 septembre, grâce auquel le TPLF ressort sans surprise vainqueur². En représailles, le gouvernement éthiopien décide de réduire les crédits fédéraux à destination du Tigré, et met la région en difficulté financière. C'est ainsi que le 4 novembre, après une escalade des tensions pendant plusieurs semaines, la branche armée du TPLF attaque un centre de commandement de l'armée fédérale. Addis-Abeba riposte immédiatement en envoyant ses troupes au Tigré dans le cadre d'une « opération de maintien de l'ordre »³. Le pouvoir central s'est gardé d'utiliser des expressions évoquant un conflit ou une guerre civile, en utilisant des formulations moins belliqueuses. Le 29 novembre, Abiy Ahmed annonce la fin de l'opération militaire, après la prise de Mekele, la capitale du Tigré⁴.



https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/12/13/guerre-en-ethiopie-ou-en-est-le-conflit-dans-la-region-du-tigre_6063220_3212.html

² Alexandre ROUSSET, « Éthiopie : le conflit au Tigré en six questions », *Les Échos*, 30 novembre 2020, URL : <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/ethiopie-le-conflit-au-tigre-en-six-questions-1269520>

³ Moutiou ADJIBI NOUROU, « Éthiopie : les 5 clés pour comprendre la guerre au Tigré », *Agence Ecofin*, 29 mars 2021, URL : <https://www.agenceecofin.com/politique/0412-83215-ethiopie-les-5-cles-pour-comprendre-la-guerre-au-tigre>

⁴ Andress SCHIPANI, "Ethiopia 'will be digging up mass graves for a decade'; inside Tigray's dirty war", *Financial Times*, 26 mars 2021, URL : <https://www.ft.com/content/23021d09-5dac-4ff5-b2a9-6b040ffdc6db>



L'implication du voisin érythréen

Alors que la communauté internationale réagissait au peu d'informations filtrant d'Éthiopie sur la catastrophe humanitaire qui se profilait en raison des déplacements de populations, le Premier ministre éthiopien rappelait que les ingérences de nations extérieures n'étaient pas les bienvenues, et enjoignait ses homologues à respecter le droit international, en particulier la souveraineté des États. Toutefois, les allégations de participation des forces érythréennes aux combats dans la région du Tigré n'ont pas tardé à retentir. Ces accusations ont été démenties par les autorités éthiopiennes pendant cinq mois, mais le 23 mars 2021, Abiy Ahmed opère une volte-face et confirme l'implication de l'armée érythréenne dans le conflit contre la région dissidente. Suite à la publication de rapports internationaux ayant vérifié les nombreux témoignages de civils quant aux exactions de soldats érythréens commises à leur rencontre, la communauté internationale aura eu raison de la stratégie de dissimulation du Premier ministre. Selon René Lefort, chercheur spécialiste de la Corne de l'Afrique, ce dernier « tente de minimiser l'implication de l'Érythrée en expliquant qu'elle protège sa frontière mais tout ceci est grotesque ; on sait que les deux dirigeants ont fait un pacte pour démolir le TPLF et que les forces érythréennes ont été engagées dès le début des combats ». Cette confession en demi-teinte de la participation de l'Érythrée au conflit tigréen s'explique, selon le chercheur, par la position inconfortable dans laquelle se retrouve Abiy Ahmed : « la situation est d'autant plus délicate que son admission des crimes érythréens au Tigré sera perçue comme une violation de ce pacte par le gouvernement d'Asmara »⁵. Deux jours plus tard, le Premier ministre éthiopien annonce ainsi le retrait des troupes érythréennes du Tigré, et explique que cette intervention du pays voisin se justifie par les tirs de roquettes commis par le TPLF, « incitant le gouvernement érythréen à traverser la frontière avec l'Éthiopie, à prévenir d'autres attaques et à sauvegarder sa sécurité nationale »⁶.

D'aucun évoquent plutôt des intérêts différents : la marginalisation volontaire du TPLF par Abiy Ahmed aurait poussé les autorités tigréennes à poursuivre unilatéralement un agenda

⁵ David RICH, « Comment l'Éthiopie a dû se résoudre à admettre l'implication de l'Érythrée au Tigré », *France24*, 24 mars 2021, URL : <https://www.france24.com/fr/afrique/20210324-comment-l-implication-de-l-erythre-au-tigre>

⁶ NC, « En Éthiopie, le premier ministre, Abiy Ahmed, annonce le retrait des troupes érythréennes du Tigré », *Le Monde*, 26 mars 2021, URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/26/en-ethiopie-le-premier-ministre-abiy-ahmed-annonce-le-retrait-des-troupes-erythreennes-du-tigre_6074520_3212.html



d'autodétermination de la région du Tigré, rendant la voie des armes inévitable, et donnant ainsi une invitation justifiée à l'Érythrée pour régler de vieux différends brûlants avec le Tigré. Addis-Abeba serait ainsi préservée des velléités indépendantistes des Tigréens, tandis qu'Asmara s'assurerait un parti complaisant au pouvoir de l'Éthiopie, le TPLF étant trop affaibli pour reprendre les rênes du pays⁷.

Ceci dit, ce ne sont pas les raisons de l'intervention des troupes érythréennes qui font polémique, mais les actions de ces dernières à l'encontre des civils en Éthiopie, à l'instar de toutes les parties prenantes au conflit, dont aucune ne semble avoir respecté le droit de la guerre ni le droit humanitaire international.

Des violations des droits humains généralisées

L'accès à l'information concernant ce conflit est extrêmement difficile. En effet, l'électricité et les réseaux de communication sont coupés depuis le début des affrontements, et Addis-Abeba refuse quasi totalement l'accès de l'aide humanitaire et des journalistes aux zones et populations touchées. Au début du conflit, sept journalistes éthiopiens ont été emprisonnés « sans raison officielle », et le 19 janvier 2021, un reporter d'une chaîne de télévision tigréenne aurait été assassiné dans sa voiture à Mekele⁸. Bien que le gouvernement éthiopien ait, le 24 février, autorisé sept médias à se rendre à la capitale tigréenne, il semblerait que ces derniers aient été intimidés et exhortés, par l'Autorité éthiopienne des médias, à « travailler de manière professionnelle et respecter la charte sur la radiodiffusion du pays et la Constitution (...) Dans le cas contraire, l'Autorité sera contrainte de prendre des mesures correctives »⁹. Par ailleurs, un journaliste tigréen, un journaliste de la BBC et deux traducteurs éthiopiens des correspondants de l'Agence France-Presse (AFP) ont été arrêtés par les autorités éthiopiennes au Tigré et détenus sur une base militaire près de la capitale régionale, puis libérés le 3 mars sans explications quant aux motifs de leur interpellation et leur détention.

⁷ François AUSSEILL, « L'Érythrée, acteur clé de la crise au Tigré », *TV5 Monde*, 26 mars 2021, URL : <https://information.tv5monde.com/afrique/l-erythree-acteur-cle-de-la-crise-au-tigre-402155>

⁸ NC, « En Éthiopie, un climat de tension pèse sur les médias après les arrestations de journalistes au Tigré », *Le Monde*, 3 mars 2021, URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/03/03/en-ethiopie-un-climat-de-tension-pese-sur-les-medias-apres-les-arrestations-de-journalistes-au-tigre_6071794_3212.html

⁹ *Ibid.*



On dénombre également de nombreuses accusations de massacres de populations civiles, perpétrés aussi bien par les forces armées érythréennes et éthiopiennes, le TPLF, les forces régionales d'Amhara que les milices affiliées¹⁰. Ainsi, Michelle Bachelet, la Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, appelait le 4 mars 2021 à « une enquête objective et indépendante », son bureau ayant « réussi à corroborer des informations sur certains incidents survenus en novembre de l'année dernière, indiquant des bombardements aveugles dans les villes de Mekele, Humera et Adigrat dans la région du Tigré ». Ledit bureau a également vérifié « des informations faisant état de graves violations et abus incluant des massacres à Aksoum et à Dengelat dans le centre du Tigré par les forces armées érythréennes »¹¹. L'organisation évoque notamment la possible qualification des exactions rapportées de crimes de guerres et de crimes contre l'humanité. Ainsi, une dizaine de jours après ce communiqué, l'Éthiopie proposait de mener une enquête conjointe avec l'ONU sur les conséquences humanitaires du conflit au Tigré. À l'occasion de la participation d'Asmara au conflit, le Premier ministre éthiopien a reconnu qu'il y a eu « des dégâts dans la région de Tigré. Malgré la propagande et les mensonges, des informations indiquent qu'il y a eu des viols et des pillages de propriétés »¹². Les organisations de défense des droits humains ont quant à elle recueilli des témoignages dénonçant des violences sexuelles à grande échelle, des exécutions extrajudiciaires de civils (y compris des enfants), des tortures, des destructions de biens publics et privés ainsi que des pillages massifs, forçant les survivants à fuir sans avoir le temps de récupérer des effets personnels.

Le 9 novembre 2020, le massacre de plusieurs centaines de personnes aurait été commis dans le bourg de Maï-Kadra. D'après la Commission éthiopienne des droits humains (EHRC), une milice de Tigréens affiliée au TPLF, les Samris, aurait tué au moins 600 civils, « pré-identifiés à partir de leur identité ethnique » amhara¹³. Des rescapés du massacre réfugiés au Soudan accusent quant à eux les Fannos, une milice composée de paysans amharas, d'avoir initié l'attaque, en raison de différends fonciers et territoriaux datant de 1991. Cette année-là, le TPLF a rattaché la région du Wolkait à celle du Tigré, et implanté des milliers de Tigréens

¹⁰ NC, « L'ONU veut une enquête sur de possibles 'crimes de guerre au Tigré », *VOA*, 4 mars 2021, URL : <https://www.voafrique.com/a/1-onu-veut-une-enqu%C3%AAtte-sur-de-possibles-crimes-de-guerre-au-tigr%C3%A9-dans-le-nord-de-l-ethiopie/5801343.html>

¹¹ *Ibid.*

¹² David RICH, « Comment l'Éthiopie a dû se résoudre à admettre l'implication de l'Érythrée au Tigré », *France24*, 24 mars 2021, URL : <https://www.france24.com/fr/afrique/20210324-comment-l-ethiopie-a-d%C3%BB-se-r%C3%A9soudre-%C3%A0-admettre-l-implication-de-l-erythre-au-tigr%C3%A9>

¹³ NC, « Éthiopie : une tuerie de masse perpétrée à Maï-Kadra », *Libération*, 26 novembre 2020, URL : https://www.liberation.fr/planete/2020/11/26/ethiopie-une-tuerie-de-masse-perpetree-a-mai-kadra_1806811/



sur ces terres fertiles, faisant fuir des milliers d'Amharas, qui ont entretenu une vive rancœur à l'égard des Tigréens¹⁴.

D'après un rapport détaillé de *Human Rights Watch*, le 19 novembre 2020, la ville d'Aksoum aurait été bombardée par des frappes indiscriminées de la part des armées éthiopienne et érythréenne. S'en serait suivie une semaine de pillages et de massacres de civils. Ainsi, le 28 novembre au matin, des hommes et des adolescents auraient pris les armes et riposté, et dans l'après-midi, « les forces érythréennes, apparemment en représailles, [auraient] abattu et exécuté sommairement plusieurs centaines de résidents (...) sur une période de 24 heures ». Le lendemain, ce sont des centaines d'hommes et de garçons qui auraient été détenus dans l'église Sainte-Marie d'Aksoum ; certains d'entre eux auraient été tués dans le cadre d'une stratégie de terreur.

Le 30 novembre 2020, c'est le village de Dengelat qui aurait fait l'objet d'une campagne de massacres par des soldats érythréens. Les victimes seraient au nombre de 164, hommes, femmes et enfants confondus.

Les civils érythréens au cœur du conflit

Plusieurs organisations humanitaires s'inquiètent du sort de nombreux civils érythréens. À cause de la guerre ayant opposé l'Érythrée et l'Éthiopie, près de 100 000 Érythréens ont, sur plusieurs années, fui la sévérité du régime de leur pays pour se réfugier en Éthiopie, notamment en raison de la conscription, passée de dix-huit mois à une durée indéterminée. Beaucoup vivaient dans des camps de réfugiés, tels que ceux d'Hitsats et de Shimelba. Le 15 mars 2021, Médecins Sans Frontières (MSF) dressait un constat alarmant sur les structures de soins de la région du Tigré¹⁵. D'après son communiqué, « les structures de soins de la région éthiopienne du Tigré ont été pillées, vandalisées et détruites de façon délibérée et généralisée selon les observations des équipes de Médecins Sans Frontières sur place. Sur les 106 établissements de santé visités par les équipes MSF entre mi-décembre et début mars, près de 70% avaient été

¹⁴ Noé HOCHET-BODIN, « En Éthiopie, le mystère du village de Maïkadra révèle la profondeur des conflits ethniques », *Le Monde*, 30 novembre 2020, URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/30/en-ethiopie-le-mystere-du-village-de-maikadra-revele-la-profondeur-des-conflits-ethniques_6061595_3212.html

¹⁵ Communiqué de presse, « Éthiopie : les structures de soins délibérément attaquées dans la région du Tigré », *Médecins Sans Frontières*, 15 mars 2021, URL : <https://www.msf.fr/communiqués-presse/ethiopie-les-structures-de-soins-deliberement-attaquees-dans-la-region-du-tigre>



pillés et plus de 30% avaient été endommagés ; seuls 13% fonctionnaient normalement ». Un cinquième de ces établissements ont été ou sont utilisés comme structures militaires, à l’instar du centre de santé de Mugulat, occupé par des soldats érythréens, et de l’hôpital d’Abiy Addi, occupé par les forces éthiopiennes. Parmi les pillages de ces établissements, beaucoup seraient intentionnels, comme le démontrent les équipements médicaux délibérément détruits de l’hôpital d’Adwa, ainsi que l’incendie du centre de santé de Semema (préalablement pillé à deux reprises), ou encore la destruction de la salle d’accouchement du centre de santé de Sebey par des tirs de roquettes. Les équipes de MSF ont également constaté un manque criant d’ambulances, la plupart d’entre elles ayant été réquisitionnées par « des groupes armés », notamment pour le transport de marchandises, mais également un manque de personnels, désertant leurs emplois par peur ou absence de rémunération.

Le 26 mars 2021, des humanitaires de l’ONU ont réussi pour la première fois depuis le début du conflit à atteindre les camps de Hitsats et Shimelba, pour finalement les trouver détruits. « Pillées et vandalisées », les installations humanitaires sont vides et les quelque 30 000 réfugiés dispersés¹⁶. Plusieurs sources indiquent que cinq travailleurs humanitaires y auraient été tués¹⁷. Par ailleurs, seulement un quart des réfugiés érythréens en Éthiopie auraient bénéficié d’une aide humanitaire, et de nombreux autres, notamment réfugiés à Addis-Abeba, auraient été rapatriés de force au Tigré pour leur propre sécurité selon l’Éthiopie¹⁸, en Érythrée selon des rescapés.

CONCLUSION

C’est une véritable crise humanitaire que traverse la région du Tigré en Éthiopie. Les problèmes auxquels font face les déplacés internes et les réfugiés sont multiples : l’insécurité, le manque de services de santé, les pénuries d’eau potable et de nourriture. En effet, lorsque l’offensive décidée par Abiy Ahmed a été lancée, les populations agricoles étaient en pleines récoltes céréalières ; ainsi, beaucoup de marchés sont vides et les ressources alimentaires n’ont

¹⁶ NC, « Éthiopie : une profonde inquiétude pour les milliers de réfugiés érythréens ‘dispersés’ au Tigré », *ONU Info*, 26 mars 2021, URL : <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1092722>

¹⁷ NC, « Les réfugiés érythréens au Tigré, cible de l’armée du régime autoritaire », *RFI*, 9 janvier 2021, URL : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210109-les-r%C3%A9fugi%C3%A9s-%C3%A9rythr%C3%A9ens-au-tigr%C3%A9-cible-de-l-arm%C3%A9e-du-r%C3%A9gime-autoritaire>

¹⁸ *Ibid.*



pas été achevées. Le manque d'accès à des structures d'assainissement, d'hygiène et de santé causent également des problèmes sanitaires dramatiques : de très nombreux blessés n'ont pas accès aux soins nécessaires pour soigner leurs blessures, et beaucoup d'entre eux meurent en chemin à cause des distances qu'ils doivent parcourir sous une chaleur écrasante, à pieds. Nombreuses également sont les femmes qui meurent en couche à cause de l'absence de soins prénatals et post-natals, les enfants survivant aux accouchements n'étant pas vaccinés, et donc facteurs potentiels d'émergence de nouvelles épidémies de maladies contagieuses.

Évidemment, le conflit n'est pas resté interne comme le désirait le Premier ministre éthiopien, mais a débordé sur les pays voisins, tels que l'Érythrée et le Soudan, ce dernier ayant accueilli un afflux massif de dizaines de milliers de réfugiés en provenance du Tigré. Au 5 janvier 2021, ce sont plus de 56 000 réfugiés éthiopiens qui sont arrivés au Soudan, dans les camps d'Um Rakuba et de Tunaydbah à Gedaref¹⁹.

Dans une région déjà en proie à l'instabilité et aux trafics criminels, la crise éthiopienne pourrait aggraver la situation. On craint qu'elle mène au développement de plus de bandes armées, à l'instar de la Somalie et du Darfour, et par conséquent de l'insécurité des populations, mais également qu'elle joue le rôle de catalyseur de volontés sécessionnistes pour le reste de la région. Les réactions discrètes des pays voisins illustrent le réel risque de régionalisation du conflit rongant l'Éthiopie (augmenté par l'implication de forces régionales aux côtés des forces combattantes éthiopiennes), mais surtout le poids de cette dernière dans la Corne de l'Afrique.

¹⁹ Résumé conférence de presse, « Le HCR relocalise un premier groupe de réfugiés éthiopiens dans un nouveau site au Soudan », *UNHCR*, 5 janvier 2021, URL : <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2021/1/5ff47115a/hcr-relocalise-premier-groupe-refugies-ethiopiens-nouveau-site-soudan.html>